

UN MALAISE SALUTAIRE

Nathalie Bois

Dans la salle, en fin de journée, l'enthousiasme et le malaise se côtoient. Chez les acteurs et défenseurs des journaux du quartier, dans l'école ou dans leur association une conviction se renforce : utiliser les écrits et les signes graphiques pour porter les combats et les paroles tues, se former en tant qu'habitants et citoyens à mieux comprendre comment agissent les écrits officiels et normés sur nous..., toute élévation du niveau d'exigence de la part des citoyens qui a fondé l'existence de ces projets de productions de proximité reste utile et nécessaire.

Mais une conviction nouvelle émerge : cette ville qui nous a accueillis pour une journée s'illustre par une production diversifiée et sans doute exemplaire de ce qui peut se produire dans ce pays au nom de la prise de parole « au plus près des gens ». Et chacun, d'un coup d'œil, se trouve en connivence avec l'un des exemplaires posés là... Si ressemblant à quelque chose de vu ailleurs, lu ailleurs... Une norme extra-territoriale s'impose à la vue de tous qui fait dire à coup sûr : « c'est un journal d'association » ou « sûr, c'est un journal d'école ! » Quels poids inconscients pesaient donc sur nous pour que la reproduction des formes s'impose toujours avec autant de facilité et de manière univoque ? La réponse était évidente depuis la rencontre avec un créateur : produire en contrôlant les normes jusqu'à les faire détourner, en produisant avec les gens de l'invention au quotidien, de l'invention du quotidien. D'où l'enthousiasme...

Bernard Pudal ne veut pas quitter la salle sans avoir dit ce qu'il comprend de ce sentiment contradictoire attrapé au cœur des paroles prises :

« J'ai peur qu'il y ait un malentendu. (...) Malentendu entre ceux qui agissent en direction des classes populaires ou des associations, la distance réelle qu'il y a entre nous et ce monde-là. Je ne cesse de le répéter : c'est ce malentendu-là qu'il faut travailler. D'un certain point de vue, Gérard Paris-Clavel y répond : « moi, je travaille ce malentendu en militant avec eux. » Après tout, c'est une réponse. Pour avoir une connaissance de ces gens-là, il faut peut-être lutter avec eux. Il y a d'ailleurs de fortes chances pour qu'à partir de ce moment-là on ne dise plus « les gens » dans nos expressions.

Ce qu'on a essayé de dire, c'est que ces gens ont des noms, des positions sociales, des situations identitaires. Tout le pro-

blème est de savoir si nos propres problèmes d'identité de professeur, d'instituteur, de graphiste, de responsable de la culture est compatible avec une véritable alliance. Tout au long de la journée, il y avait chez nous tous, je dis bien chez nous tous puisque socialement nous appartenons à peu près au même groupe, il y avait un sorte de malaise. C'est vrai il y a un malaise qui est en train de surgir, qui réapparaît entre nos métiers et ce que nous savons, que nous faisons effectivement.

Et bien ce malaise c'est une très bonne chose qu'il réapparaisse. Dans les années 60, on s'imaginait qu'on allait être du côté de la classe ouvrière et ça a donné ce que ça a donné. Dans les années 80, nous avons tous acheté une maison de campagne, nous sommes devenus des professionnels de la lecture et de la culture, ou certains vont le devenir - presque tous... Je pense qu'aujourd'hui on assiste à une repolitisation de nos réflexions sur nos métiers. Cette repolitisation, dont on parlait et que Gérard Paris Clavel est venu symboliser de manière suffisamment explicite, annonce peut-être quelque chose qui est un changement, une troisième étape. En ce qui me concerne, je trouve ce mouvement plutôt intéressant. »

♦ Aux sources du malaise

Un pacte professionnel non défini

Aux sources du malaise, une difficulté accrue ressentie par les professionnels de la politique des lettres (et je crois ceux qui incarnent - momentanément peut-être - la nouvelle génération) à définir le pacte professionnel qui les relie à l'institution qui les emploie et à leur public.

La génération qui intervient dans les quartiers, là où les institutions requièrent depuis une dizaine d'années des renforts pour assurer la mission de service public aux limites de ses territoires : médiateurs du livre, rattachés aux bibliothèques municipales, mais appelés à agir hors les murs, relations entre le public et les administrations dans les halls d'information ; médiateurs dans les lieux où le public et le service public se heurtent jusqu'au conflit ; aides éducateurs dans les écoles, collèges et lycées aux fonctions d'interface, de mise en relation des structures et de leurs partenaires potentiels. « Nouveaux emplois, nouveaux services », formule ministérielle incantatoire : on dit assez à ces jeunes gens qu'ils sont en charge d'inventer de nouveaux métiers dont la société a besoin pour qu'ils sachent désormais qu'on leur demande de n'être ni bibliothécaire, ni enseignant, lorsqu'ils sont aide-éducateur en BCD, de n'être ni professeur, ni Conseiller principal d'éducation lorsqu'ils

sont chargés de la médiation au cœur des conflits dans les collèges ou les lycées. Position identique pour ces coordonnateurs d'un journal sur un quartier, en recherche d'une pratique professionnelle ou sociale qui fera monter du lien social en même temps que la participation citoyenne, et dont l'écrit est l'outil privilégié, mais qui apprennent ici que c'est la fonction distanciatrice et métacognitive de l'écrit qui est essentielle appliquée aux bonheurs, malheurs et détours dans la vie de l'habitant. Plus que le produit - journal - lui-même. Comment agir donc ? Une nouvelle logique d'action serait à construire ?

Une légitimité professionnelle instable

Agents d'une action d'intérêt public, ces nouveaux intervenants ont la délicate tâche de prendre position, de s'affirmer et d'exister dans un contexte déjà occupé par des professionnels en place et généralement légitimés - au moins par l'ancienneté - souvent par leur statut moins précaire et une reconnaissance sociale incontestée. Ils sont pourtant vécus par leur tutelle comme les germes d'un renouvellement des formes du service public par expérimentation de nouveaux types d'intervention. Leur légitimité affichée côtoie l'illégitimité que leur renvoie les acteurs professionnels et titulaires sensibles à leur présence comme force de renouvellement - et de changement généralisé ?-. C'est ce qui est à l'œuvre dans cette réaction d'un responsable de journal de quartier à une mise en cause par une enseignante :

Je suis un de ces fameux Emplois-Jeunes qui s'occupe d'un journal de quartier, qui s'appelle Zest. Je voulais répondre à la dame qui pense que l'argent... Je vais défendre mon bout de gras, un petit peu, quand je pense que les journaux de quartier, certains peuvent les juger inutiles. Mais je pense que maintenant ils sont quand même constitutifs de l'identité de quartier... Chacun des 5 journaux de quartier municipaux est présent sur le quartier, on voit bien, les gens nous demandent régulièrement «il sort quand, le Zest ?»

D'autre part, on a aussi des éléments pour mesurer la participation des habitants, à la fois à la lecture et à l'écriture. Le comité de rédaction, moi j'ai à chaque fois 20 à 25 personnes qui participent à l'écriture du journal, ce qui est quand même assez conséquent pour un journal de quartier. Et je ne suis pas le seul, dans d'autres quartiers ça a été fait aussi, on a été amené à réaliser des enquêtes de lectorat, qui montrent qu'à peu près 70% des gens du quartier lisent le journal, ce qui est quand même un taux

correct pour un journal diffusé gratuitement. C'est une enquête qui a été faite dans la rue, sur les passants.

En ce qui concerne la censure, il est assez légitime de se dire que c'est la mairie qui finance et qu'il y a donc une censure... - je ne critique pas la mairie... Nous, en tous cas, on a toujours essayé de faire en sorte que les gens puissent parler, y compris de ce qui ne va pas, y compris de ce que la mairie ne fait pas en bien.

Il y a des exemplaires de Zest ici, que vous pourrez regarder : ça nous arrive de critiquer ce que fait la mairie. C'est quelque chose d'important, les gens ne peuvent pas s'identifier à un journal de quartier si on dit que dans leur quartier HLM tout est rose et tout va bien. C'est sûr que ça peut pas marcher comme ça. Je pense que c'est un élément important, et notre rôle à nous, coordinateurs de ces journaux-là, c'est de pousser à ce qu'il y ait ces choses-là. Parce que le réflexe des habitants d'un quartier, souvent, c'est de parler de ce qui va bien. Le journal, c'est quelque part l'image du quartier, et ils ont envie de dire ce qui va bien, et pas de donner une image négative. Donc, c'est aussi notre rôle. Nous, en tous cas, on a une politique assez libre par rapport à ça, et on essaie de faire en sorte qu'on puisse parler de ces problèmes-là.

Légitimité fondée sur les actes et sur l'évaluation empirique du travail effectué. Le sentiment de son utilité sociale passe par le journal et justifie son emploi. Préoccupation centrale qu'un étudiant présent dans la salle renforce :

Si vous avez fait cette journée ici c'est que des liens sont possibles... je suis étudiant, je travaille en tant que veilleur de nuit, j'ai besoin d'un boulot... si des liens sont possibles, ça m'arrangerait franchement... sinon j'ai travaillé à Carrefour, c'est pas très amusant...

L'alliance semble alors à quelques milliards de kilomètres. Ce que l'on cherche ici c'est - semble-t-il - un travail dans son acception traditionnelle, pas une autre manière plus intéressante et émancipatrice de vivre son engagement militant aux côtés des habitants. Ce n'est pas d'emblée - même s'ils sont concernés en tant que citoyens - un partage de combats sociaux et politiques qui les meut. C'est d'insertion que l'on parle au sens d'inclusion, en tant qu'acteur d'un projet légitime, reconnu, qui fait de la personne un agent utile à la vie sociale. Pourtant, ce qu'ils défendent comme étant leur emploi les rapprochent de bien des combats sociaux autour de la précarité, de la fragilité des contrats de travail, des faiblesses de la formation professionnelle appliquée à ces emplois intermédiaires... Toutes

problématiques qui pourraient les conduire à dire à leur tour : « moi, je travaille ce malentendu en militant avec eux ».

L'alliance se profile à l'horizon des possibles. Il nous semble qu'elle passe encore par le détournement de la norme posée par le journal de l'école, du quartier ou de l'association. Que ces outils se créent un espace de liberté par rapport aux formes existantes, que ces outils soient pensés par les acteurs (responsables du fonctionnement de ces journaux, élèves, habitants, membres des associations) comme des espaces d'une liberté à construire à chaque édition.

Une histoire depuis longtemps amorcée

Et puis dans la salle, aux côtés des nouveaux acteurs de la politique des lettres, on a reconnu les frères et sœurs des bénévoles d'association, ceux qui font fonctionner les cours d'alphabétisation au profit d'organismes de formation subventionnés, ceux qui interviennent dans des structures d'insertion sociale par distribution d'aides matérielles, etc. financés et subventionnés, ... Tous acteurs à qui se pose la question de l'instrumentalisation par l'action publique des associations et autres acteurs. *Dans le modèle continental des missions de service public sont déléguées aux associations ; ces associations fortement impliquées dans la protection et l'animation sociales favorisent à la fois la création d'emplois - le nombre de leurs salariés n'a cessé d'augmenter, pour dépasser le million en France - et la participation des citoyens à la marche de la société, puisqu'elles mobilisent également un bon million de bénévoles. La menace d'une instrumentalisation par le donneur d'ordres public est une menace réelle accrue par la tendance à l'inscription de l'activité de ces associations dans le champ économique.*¹

«Pour qui travaille-t-on ?» a-t-on pu lire en suspens tout au long de cette journée. Si l'ambition est bien le développement de la démocratie participative, on en maîtrise mal les chemins. Il monte des politiques contractuelles une volonté de faire participer les citoyens à la vie quotidienne, en ses instances réflexives, consultatives et exécutives, dans certains cas, à travers les commissions et comités consultatifs dans le cadre du contrat de ville notamment. Or, on sait que 14% seulement des comités consultatifs prévus dans le cadre des contrats de ville signés ont été constitués. Rares sont les villes dans lesquelles les associations sont considérées comme des partenaires essentiels. *L'approche institutionnelle du monde associatif est soit aléatoire, soit strictement comptable, mais rarement qualitative.*²

Face à cette question, celle du positionnement des villes qui

souhaitent soutenir les projets plutôt que les produits : quelle révolution copernicienne les villes doivent-elles opérer pour soutenir sur le plan matériel, logistique, humain, des projets en acceptant que la forme que lui donneront ses acteurs lui échappe, ne soit pas préalablement déterminée par un cahier des charges ? Cette révolution revient peut-être sur les théories du développement du projet en tant que projection de la manière dont les gens vont agir et produire ensemble (et qui induit la prédéfinition d'un modèle d'objet à produire) pour lui opposer un modèle de projet qui se veut l'élaboration et la conception commune d'un sens à construire et dont les acteurs élaborent ensemble les modalités de mise en actes et en faits. Du « faire ensemble un objet déjà programmé » passons à « pensons ensemble la meilleure forme pour faire exister notre propos dans la cité. »

◆ L'espace ouvert par l'idée d'inventer des formes nouvelles

« Quand les gens ont envie de parler, ils parlent. Peut-être pas sous les formes qu'on attend. On est encore dans des formes archaïques qui est la forme actuelle du journal municipal ou du journal de quartier. Il faut réinterroger les formes. »

Pourquoi cette proposition d'une invention et d'un détournement des formes actuelles vers des formes encore impensées a-t-elle été accueillie positivement par les acteurs de la politique des lettres ? D'une part, elle leur ouvre les portes d'une intervention sociale innovante, à construire, dont on sait qu'elle dépasse l'individu et nécessite l'engagement collectif : un projet neuf. D'autre part, elle passe par la réduction d'une distance entre ceux qui portent les projets et ceux qui en sont le public, «les bénéficiaires» dit-on dans certains cas. Ces formes nouvelles supposent qu'on fasse voler en éclat une distinction difficile à porter pour une classe intermédiaire, consciente de l'inanité d'une distinction socio-professionnelle couplée d'une identité des appartenances sociales entre acteur social et public auquel il s'adresse et que P. Bourdieu (*Vers un mouvement social européen*³) appelle à revoir pour agir entre citoyens et non

¹ *Les associations au cœur de la cité : se regrouper pour mieux agir*, René LENOIR in : Le Monde Diplomatique, janvier 1999.

² *Demain la ville*, Jean-Pierre SUEUR. La documentation française, Paris 1998.

³ *Vers un mouvement social européen*, P BOURDIEU. - Le Monde diplomatique, juin 1999.

en tant que professionnel ayant à apporter à d'autres qui se définiraient par des manques : « *Travailler les paroles au sein du conflit social. Je crois que le citoyen, c'est celui qui participe au conflit social et le politique est celui qui essaye de gérer le conflit social en créant des espaces de conflit sur la base des grands problèmes que peuvent rencontrer les personnes. Là peuvent s'échanger des questionnements et pas forcément des réponses. Les questionnements peuvent amener de la signification et donner le goût des informations notamment d'affronter la complexité de l'information et de la connaissance - encore faut-il en avoir le désir.* »

Cette nouvelle participation se heurte à l'institutionnalisation de l'intervention par la mairie, l'école, l'association qui salarie directement ou s'enrichit de moyens nouveaux contractualisés, rémunérés, ... Une légitimité de l'acteur qui a pour effet de biaiser les rapports au sein d'un groupe de travail qu'on imagine désormais comme une cellule de production de formes nouvelles, porteuses d'un sens sur la vie quotidienne, d'un éclairage émancipateur où chacun apporte sa part la plus spécifique, professionnelle parfois.

Une légitimité sans défaut lorsque, mandatée par personne d'autre qu'elle-même et par la manière dont elle conçoit son intervention professionnelle dans la cité, une plasticienne témoigne en professionnelle engagée : « *J'ai fait les beaux-arts à Rennes. Je suis dans un collectif aux Dervallières, un quartier à Nantes, avec 2 autres personnes. On fait œuvre collective. Les plasticiens font souvent une recherche personnelle. Nous avons fait le, choix de nous installer à 3 dans un quartier. Notre travail est tourné vers des échanges de savoir-faire. Dans le milieu artistique, on dissocie bien souvent la démarche artistique de la vie. Nous essayons de mettre les deux ensemble parce qu'on considère que ça ne fait qu'un. Notre travail est à la fois de sensibiliser les gens rencontrés à l'art contemporain. On intervient dans les écoles. On a lié des amitiés depuis plusieurs années. Le pas a été difficile à faire vers les habitants, et aussi de eux vers nous. On a toujours tendance à se placer en disant «les autres», «les gens». On fait partie des gens. On fait partie des autres. (...)*

En tant que plasticien aussi, on peut se questionner et oser prendre des risques. Le travail du plasticien se situe là aussi. Il ne faut pas s'enfermer dans un mode de présentation destiné à un public qui est toujours le même. Il faut essayer d'aller voir ailleurs. C'est vrai que dans ces cas-là les réseaux entre associations, entre personnes sont importants. Je crois qu'on ne peut pas avancer seuls. »

♦ C'est à la salle de conclure et de poursuivre

Une chose était sûre, on ne pourrait plus regarder les productions sans se demander si le texte, le journal qu'on produit singe ou non la norme posée par la presse nationale ou la publicité, si cette norme est contrôlée par ceux qui la produisent ou bien si elle devient carcan et imprime sa marque au contenu, à la forme, à la régularité des productions.

On ne pourrait plus suivre ces productions sans s'intéresser aux hommes et aux femmes cachées derrière : quel est le statut et la reconnaissance par le corps social de ceux qui sont chargés institutionnellement de réaliser le journal, qui est auteur et quel travail s'est opéré pour passer d'une nécessité d'écrire montée de l'intime à l'affichage public de sa pensée, quel travail d'écriture autorise à couper les fils intimes qui nous relient au texte et permettent de parler à soi et aux autres sans plus seulement parler de soi ?

Dotés d'un nouveau regard sur les productions existantes et de nouvelles ambitions pour les productions à venir on savait qu'il pouvait s'agir de productions uniques, originales faites avec l'imagination des gens mise au service d'une prise de parole sur le quotidien.

Deux questions sont nées avec cette réflexion sur la création de nouvelles formes d'intervention : **la formation et le caractère professionnel** des acteurs dans la cité qui maîtrisent ou non les normes et en créent de nouvelles d'une part, **l'identité des acteurs qui portent ces formes au sein d'un groupe** d'autre part : mandatés par une instance, une institution ou citoyen parmi d'autres, porteur de propositions et d'envie d'agir ensemble. Acteur de la troisième étape, professionnel engagé, conscient de son espace de professionnalité, en recherche d'échanges d'intérêts ?

Nathalie BOIS